



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

08 février 2018

LINKY : La Cour des comptes découvre ce que la CGT disait il y a déjà 10 ans

LINKY coûte cher et n'apporte pas les avantages escomptés, en particulier pour les usagers. Comme c'est bizarre ! La Cour des comptes fait ce constat et la presse le reprend en cœur.

Nous rappellerons quand même à chacun, car le passé semble vite oublier la position de la CGT :

Dès l'origine du projet, la CGT a dénoncé son coût exagéré et mis en avant la possibilité de mettre en place d'autres systèmes communicants au niveau des postes sources de distribution pour 10 fois moins cher.

Cette option était largement suffisante pour répondre à la nécessité d'un pilotage beaucoup plus fin du réseau de distribution d'électricité et pour améliorer sa gestion.

Le besoin, qui était lié à la multiplication de l'insertion des moyens de production alternatifs directement sur le réseau géré par le Distributeur ainsi que les objectifs de la transition Énergétique, n'impliquait pas d'installer un compteur communicant dans chaque foyer.

Les apports pour l'utilisateur, qui pourrait par ce biais mieux contrôler ses consommations et donc faire des économies, paraissent bien illusoire.

La réalité, c'est que le compteur LINKY est l'outil idéal au service des fournisseurs pour développer le marché en permettant la multiplication des offres commerciales.

In fine, c'est donc le service public qui supporte pour leur compte le coût du projet.

Mais force est de constater qu'à l'époque, personne n'a tenu compte des remarques de la CGT et encore moins évalué sérieusement les solutions alternatives.

Aucun acteur n'a également apprécié les conséquences sociales de ce nouveau compteur : suppressions d'emplois à ENEDIS et conditions sociales des sous-traitants chargés de la pose des compteurs souvent inacceptables.

Là encore, silence général, et la CGT s'est retrouvée bien seule pour essayer de limiter au maximum les conséquences sociales de décisions qui apparaissent maintenant bien inconséquentes...

Alors à quoi ou à qui servent aujourd'hui ces « révélations » ? Maintenant qu'ENEDIS est au milieu du gué, chacun comprendra qu'il semble délicat de suspendre un projet d'une telle ampleur (au moins 5 milliards) ou d'en modifier les conditions d'exécution. Qui paierait la note ?

En tout cas, ENEDIS ne saurait être tenue pour seule responsable et encore moins subir les conséquences de décisions politiques prises alors dans l'enthousiasme général dans l'entreprise, à l'exception de la CGT, comme à l'externe.

Enfin, il ne faudrait pas que cet épisode serve une nouvelle fois à dénigrer un modèle de service public qui a fait ses preuves et qui reste sur certains territoires le seul encore présent.

La CGT espère que cette prise de conscience des illusions d'une marche forcée vers la marchandisation du secteur qu'illustre cette affaire, ramènera les pouvoirs publics à une écoute plus attentive des

Contact Presse
Hervé BEQUET
06 09 68 54 94
hbequet@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies

représentants des salariés et (surtout) les incitera à revenir à une logique de service public au service des intérêts de tous les usagers.

Dans ce contexte, il nous semble opportun de réaffirmer le rôle central du Distributeur ENEDIS en tant qu'acteur neutre dans l'organisation actuelle du marché, et sa place d'opérateur national de service public.

Enfin, les enjeux de la transition énergétique, réels, doivent cesser de servir de cache-nez pour des objectifs bien moins altruistes des promoteurs du marché dans le domaine énergétique...

Pour cela, les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités en fixant plus précisément sur le long terme les objectifs du Distributeur et de s'assurer de l'affectation des moyens octroyés par le tarif de Distribution, c'est-à-dire de l'argent des usagers.

Interlocuteur :

Bruno BOSQUILLON : 06 69 67 99 71

Contact Presse
Hervé BEQUET
06 09 68 54 94
hbequet@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies